

Entrée libre

**GRAND
ENTRETIEN**



DOMINIQUE VALCK

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Hors les transitions pas de salut !

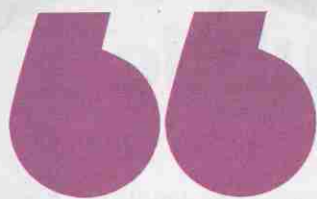
Le président du conseil de développement **ACHÈVE SON MANDAT**, le dernier. Il se bat pour faire avancer les sujets qu'il estime prioritaires.

La rencontre. Elle a lieu en fin d'après-midi au Jean Lam, place Stanislas. Il y a beaucoup de monde autour de nous mais c'est à la fois public – par moment on profite de la conversation de la table voisine – et privé parce que Dominique Valck marque notre discussion de son empreinte.

Pas le temps de flâner pour apprécier une analyse, la machine repart aussitôt, mitraille les arguments. L'échange tient à la fois du sprint et du marathon. C'est ardent, passionné, énergique, intransigeant, décidé à vaincre les résistances. Nous ne sommes pas là par hasard. Il affûte, affine, dialectique et justification. Pour défendre les conseils de développement, parler de la démocratie directe, de l'ingénierie citoyenne et de tout ce qui l'agace, l'irrite, l'inquiète.

Le contexte. La 25^e conférence internatio-

nale sur le climat vient de s'ouvrir à Madrid. Voir les pays négocier les règles d'application des engagements, pris à Paris en 2015 pour lutter contre le réchauffement, le consterne. Parallèlement, la loi Engagement et proximité qui comportait à l'origine le passage à la trappe des conseils de développement, l'a convaincu que les pouvoirs publics n'ont pas des objectifs très clairs en matière d'écologie et d'amélioration du processus démocratique. Alors, forcément, ça l'énerve. Les tables voisines peuvent s'en apercevoir



La COP 25, ça vous inspire quoi ?

Dominique Valck

« Ça fait 24 de trop... C'est hyper-important et malheureusement on ne voit que le côté dérisoire parce qu'on a fait COP sur COP et qu'on est incapable de mettre en place ce qu'on décide. C'est difficile mais tant qu'on n'aura pas de courage on n'avancera pas. La France devrait être leader et l'Europe a, elle aussi, les moyens d'être un leader extrêmement puissant face à la Chine et aux Etats-Unis. Je ne comprends pas cette inertie. Un jour on nous a dit vous êtes des nains. On a répondu : bien chef ! Je trouve cela sidérant. La France est la spécialiste des rendez-vous manqués.

L'énorme enjeu, ce sont les transitions et on cherche à flinguer les conseils de développement qui sont des lieux de discussion et de co-construction avec les citoyens. »

Ces instances sont-elles encore menacées ou en sursis ?

« Je pense d'abord que ce sont des lieux privilégiés de discussion et de concertation. Ils sont à la bonne échelle. Il y a un autre élément à prendre en compte dans cette histoire. La dispute politicienne entre ceux qui veulent dézinguer l'intercommunalité et ceux qui veulent la défendre. On dit au citoyen ce qu'il doit penser mais le citoyen élit le maire pas le projet intercommunal. Nous, on préconise une élection au suffrage universel direct des élus intercommunaux et *a minima* pour les prochaines municipales, qu'il y ait une liste recto-verso où seraient exposées les grandes lignes du projet intercommunal. Tout ça est inter-relié. On ne peut pas aller du territoire vers les enjeux interplanétaires, s'il n'y a pas des connexions et des emboîtements subtils et logiques entre les niveaux territoriaux, nationaux et européens. On est rapidement dans le paradoxe et les contradictions. C'est anxio-gène. Il faut sauver la planète et nous sauver nous. Nous devons entrer en résilience. »

Vous parler des territoires. Que peut-on faire à cette échelle, pour lutter contre le changement climatique ?

« Il est là. Il faut être cohérent sur le diagnostic et les choix politiques. La vraie difficulté, c'est que les solutions sont imaginées par des gens déconnectés des réalités territoriales et on ne met pas en œuvre les processus pour travailler à l'adaptabilité sociale de ces solutions qui ne sont pas que technos ou fiscales. On ne va pas sauver la planète avec de taxes. On n'a jamais créé autant de richesses mais à quel prix est-elle créée, et comment la répartir ? C'est la fabrique de la décision à laquelle nous pouvons contribuer. Sur les retraites, la santé, les hôpitaux notamment, l'éducation, on a des expérimentations à mener.

Les conseils de développement ne sont ni des procureurs ni des juges. Ce sont des lieux apaisés de concertation et d'écriture du nouveau contrat social. On ne juge pas les élus. Le projet intercommunal doit être intégré dans la campagne de développement on peut réfléchir aux méthodes de co-construction que les équipes veulent mettre en place. Ce n'est pas seulement choisir la couleur des sièges du tram. »

Revenons aux conseils de développement. A quelle sauce vont-ils être mangés ?

« Au Sénat ça a été massacre à OK Corral. La fossoyeuse a été Françoise Gatel qui préconisait de nous rendre facultatifs et de retirer toutes les mentions juridiques de l'existence des Conseils de développement qui auraient été privés de d'existence réglementaire. Cela a provoqué un tollé et nous avons continué notre lobbying "agaçant" comme dit Sébastien Lecornu. On a rencontré beaucoup de députés LREM. Ils sont tombés de leur chaise. C'est le contraire de l'acte II de la décentralisation. Les parlementaires du département ont fait le job.

Le blocage vient de la réduction du nombre d'élus. On est un dégât collatéral de la réforme constitutionnelle et on craint de prendre une balle perdue. »

« UN JOUR, ON NOUS A DIT VOUS ÊTES DES NAINS. »

Les débats de la loi Engagement et proximité ont-ils permis de remettre, en ce qui vous concerne, les choses dans le bon sens ?

« Certains élus pensent que la démocratie participative, c'est rendre des comptes en permanence, avec remise en cause de leur légitimité. C'est psychanalytique. On n'est pas un outil au service de l'un ou l'autre camp. On éclaire en termes d'ingénierie citoyenne. Il y a eu débat à l'Assemblée nationale et on a proposé à LREM quelque chose de median qui ne remet pas en cause la vision de Sébastien Lecornu sans nous euthanasier. Les conseils de développement sont rendus obligatoires dans les intercommunalités de plus de 50 000 habitants. Cela réhabilite notre existence légale et réglementaire. Les petits conseils sont un peu furax, mais si on ne faisait pas ça, nous étions morts. C'est une demi-victoire, cependant, il va se passer deux choses. Il faut que nous fassions une évolution. Il y a la loi "3D" : décentralisation, Différenciation, Déconcentration qui sera pilotée par Jacqueline Gourault. On pourra revenir à la charge pour dire que cela ne se fera pas avec des citoyens, infantilisés mais avec des citoyens responsables. Il faut comprendre que l'évolution du pays doit se faire avec eux. Sinon, je l'ai dit au conseiller de Sébastien Lecornu : "cela se fera sans vous". Il faut un cadre et des règles pour définir ce que nous sommes et ce qu'on nous ne sommes pas. Un gentleman agreement doit être trouvé entre les élus légitimes pour décider et les citoyens qui sont légitimes pour proposer et pour construire. Et ça, dans des lieux apaisés avec des méthodes d'animation du débat. On n'est pas loin du document final. »

« ON NE VA PAS SAUVER LA PLANÈTE AVEC DES TAXES. »

thodes d'animation du débat. On n'est pas loin du document final. »

Vous allez faire une communication lors d'un colloque à Sciences Po Paris ?

« Oui ce sera le 17 janvier 2020 à Paris. On est parti du verbatim des discussions avec les gilets jaunes et les citoyens. Ça prouve qu'on est capable de faire émerger des substances citoyennes. Nous l'avons déjà fait avec la plateforme Carto Débat sur l'Europe. On a rapporté nos conclusions à la Commission de Bruxelles. C'est l'antithèse des leurs. Chez nous, il faut poursuivre la respiration démocratique initiée avec le grand débat. On n'est pas du tout dans les clous des conclusions d'Emmanuel Macron. Il y a bien la convention citoyenne mais je dis : auditionnez-nous. 150 personnes ne peuvent pas avoir la connaissance de citoyens engagés. Le tirage au sort oui mais que les gens qui veulent participer soient en mesure de le faire.

On doit revoir les modes opératoires des Conseils de développement. Il faut que l'un puisse dire je suis intéressé par les mobilités, l'autre par la santé. Le but n'est pas d'avoir des tuyaux d'orgue, mais d'être plus efficace. On a validé notre contribution à la vignette Crit'Air, c'est petit bras... »

En parlant de mobilités votre avis sur le tram ?

« Il y a eu un véritable acte de sagesse en revenant sur le grand viaduc. On est sorti de la posture. Après, on a perdu un temps infini. La pré-consultation avait été intéressante et puis, paf, on sort du chapeau une solution dont personne n'avait parlé. Sur la méthode c'était un désastre. On aurait pu opérer de manière plus fraternelle. Reste à savoir comment va être construite la décision finale. Il faut que la réflexion sur les mobilités soit holistique. La Métropole nous avait confié une mission pour imaginer le tram de demain. Les gens se sentaient bien participer. Ils ne mettent pas en danger les élus, ils les protègent. »

En mars, après les élections les membres du Conseil de développement seront renouvelés. Vous repartez ?

« Ici il y aura un conseil de développement puisque nous sommes au-dessus des 50 000 habitants. Une appétence s'est faite. Notre rôle est de tirer le bilan, nous le ferons lors de la dernière séance plénière de février 2020. On va préconiser une présidence mixte paritaire. Seul c'est dur, on a besoin que des sensibilités différentes se complètent. Moi, je m'en vais.

Je vais proposer mes services jusqu'à l'intronisation de la nouvelle équipe.

L'idée ce n'est pas après moi le déluge. Il faut que ça fonctionne comme avant, mieux qu'avant. »

Qu'allez-vous faire ?

« J'ai des projets personnels. Je mettrai à disposition mon expérience pour aller secouer le côté obscur de la force. »

Pierre Taribo

même s'il lui arrive de baisser la voix... qui regrime immédiatement dans l'intensité, sans oublier les mains qui dessinent des courbes dans l'air.

Le personnage. C'est le client média idéal. Entier, authentique, bavard, charismatique, c'est le meilleur ambassadeur des conseils de développement dont il copréside la confédération nationale. Ses récits ressemblent parfois à une chasse au trésor. Tout d'abord parce qu'il se nourrit d'observations, de rencontres, de causes à défendre ou à faire avancer. Ensuite parce qu'il trouve toujours la formule qui percute. Est-il fétichiste d'un thème ? Disons plutôt qu'il a besoin d'aller jusqu'au bout. Bon, Dominique Valck, sa vie, son œuvre ce n'est pas trop ce qu'il affectionne. Il est mieux dans l'action. Mais pour en parler, il faut s'exposer. Avec lui rien n'est tiède, ce n'est pas un brouet pontifiant et encore moins une procession de poncifs. C'est enlevé, les images et les comparaisons défilent. Ce type est un conteur hors pair et un vrai défenseur des causes qu'il défend.